

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

«la voix de grégori»
par luc de goustine (p. 4)

ANALYSE

**le président de la
république a-t-il
une politique étrangère ?**
(page 12)



REPORTAGE

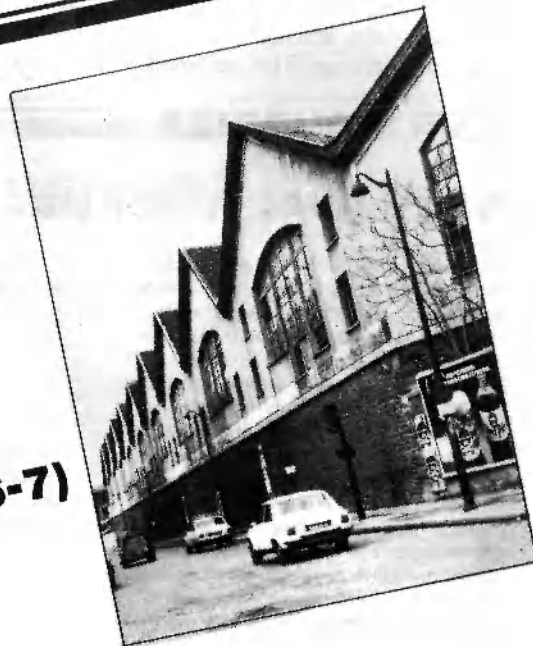


**retour
d'afghanistan**
(pages 3-4)



DOSSIER

**le rôle de l'état
dans la politique
économique**
(pages 5-6-7)



inde :

le tombeau de l'empire (2)

Dans un précédent article Yves La Marck s'était attaché à nous montrer ce qui fait la force et la faiblesse de l'Inde moderne. Aujourd'hui il resitue la question de l'avenir de «l'Empire» face aux menaces externes, où l'on voit que les sikhs sont aussi un enjeu pour le Pakistan, qui est directement menacé par la poussée soviétique...

Le commencement de la fin fut marqué pour les Anglais par le mitraillage d'une foule de pèlerins en 1919 à Amritsar, le centre religieux sikh, qui fit autant de victimes que l'assaut donné au Temple d'Or par les troupes de Madame Gandhi.

Les sikhs ont beau ne former que 2% de la population totale de l'Inde, race «martiale», ils occupent 15% des postes de commandement dans l'armée; le président de la République, le maire de Delhi, sont des sikhs, lesquels ont par ailleurs un rôle dominant dans l'économie : l'Etat du Pendjab, où ils sont majoritaires, fournit avec 2,3% de la population, 7,4% de la production agricole du pays et jouit du revenu par habitant le plus élevé.

Indira Gandhi leur concéda en 1966 l'autonomie en créant au Pendjab un nouvel Etat, hindou, le Haryana (qui inclut le territoire fédéral de la Nouvelle Delhi), laissant au Pendjab une majorité de sikhs, les deux Etats se disputant la capitale commune de Chandigarh, œuvre de Le Corbusier. C'était une première brèche dans le principe de base du fédéralisme indien fondé sur la langue non sur la religion. En l'occurrence les deux coïncidaient, les hindous parlant hindi, les sikhs le pendjabi. Aller plus loin, accorder un statut d'autonomie à un Etat purement

sikh, le Khalistan, aurait été la négation de l'Inde moderne, déclenchant une réaction en chaîne à travers tout le pays. Les forces hindouistes, qui ont déclenché ou favorisé la chasse aux sikhs, accablant les trois millions de sikhs vivant hors du Pendjab à y rejoindre leurs neuf millions de coreligionnaires, ont sans doute fait ce calcul.

Mais il y a un enjeu stratégique encore plus déterminant. Les sikhs dont la religion est une forme de synthèse entre l'hindouisme et l'Islam, ont choisi en 1947 de rester en Inde. Le Pendjab, qui était à la fois le centre et une réduction de l'Empire, qui avait fourni 60% des troupes à la première guerre mondiale, avait finalement, après une atroce guerre civile, été divisé en trois : les musulmans au Pakistan, les sikhs en majorité au Pendjab, les hindous en Haryana. La domination pendjabie sur le Pakistan est menacée dans les deux provinces frontalières : celle du nord-ouest est peuplée de Patchoune (Pathans), ethnies dominantes en Afghanistan, celle du sud-ouest, de leurs frères les Baloutches à cheval sur l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan, contre lesquels le régime de Bhutto eut à mener une véritable guerre (1973-76) qui a finalement amené l'armée au pouvoir. Or l'Afghanistan n'a jamais re-

connu la ligne frontalière dite ligne Mortimer-Durand de 1893. Le Pakistan a paradoxalement été sauvé par la prise de pouvoir de Khomeini en Iran et l'invasion soviétique en Afghanistan qui ont porté un coup d'arrêt aux mouvements patchouns et baloutches. Le régime du général Zia-ul-Haq qui s'appuie sur les fondamentalistes musulmans, favorise en Afghanistan la résistance islamique qui est animée par les Tadjiks (de race iranienne) contre les patchoune, traditionnels dominateurs des Tadjiks, dont la résistance demeure tribale. Or les Tadjiks sont à cheval sur l'Afghanistan et l'Union Soviétique comme leurs voisins les Ouzbeks, de race turque, et les effets de l'intégrisme se font sentir aussi en profondeur contre le pouvoir communiste.

On comprend que le pouvoir pakistanais soit sur un terrain plus solide en s'appuyant sur l'Islam intégriste pour résister aux forces centrifuges qui le menacent à l'intérieur et en Afghanistan. Une nouvelle poussée soviétique ramènerait le Pakistan sur l'Indus et ouvrirait aux Russes l'accès aux mers chaudes, au débouché du détroit d'Ormuz. Le gouvernement d'Islamabad ne penserait-il pas à s'assurer ses arrières, toujours sur une base religieuse, au Pendjab sikh ainsi qu'au Cachemire musulman aux deux-tiers, où la frontière est toujours sur la ligne de cessez-le feu de 1972 et où, après le cheikh Abdullah, revenu en 1975 et mort en septembre 1982, son fils s'impose comme leader national ? Qu'il soit refoulé par les Soviétiques ou qu'il veuille s'en prémunir par l'intégrisme, le Pakistan est une menace «objective» pour l'Inde.

Avant les Anglais, les Indiens étaient sujets de l'empire musulman des Moghols qui dura trois siècles et qui était venu, comme toutes les invasions, par l'Afgha-

nistan. Les régions contestées commandent l'accès au sous-continent. L'enjeu actuel est le contrôle des deux passes, de Khyber (de Kaboul à Peshawar, en pays patchoun) et de Khodja (de Kandahar à Quetta, en pays baloutche), et de la haute-vallée de l'Indus (Pamir et Cachemire). La Chine, qui occupe une partie du Cachemire et contrôle les sources de l'Indus (au Tibet) ne resterait sans doute pas sans réagir.

L'Angleterre, qui mena trois guerres afghanes, s'était assurée au tour de son empire une série d'Etats-tampons dont le principal était l'Afghanistan. L'adjonction au territoire afghan de la haute-vallée de Wakhan, ce doigt pointé entre Inde et Russie, les préservait de toute frontière commune. L'invasion de l'Afghanistan a remis en cause ce fragile équilibre. De l'Inde à l'Asie centrale, un processus a été mis en marche dont on ne sait qui pourra rester maître.

Dans un conflit, l'Inde se retrouverait inéluctablement l'alliée de l'Union soviétique contre l'islamisme des Pendjabis et des Tadjiks. Une nouvelle guerre indo-pakistanaise, dans ces conditions, ouvrirait la voie à l'aventure. Une solution politique en Afghanistan, un accord entre Babrak Karmal et les Patchoune, débouchant sur un retrait soviétique, une sorte de «finlandisation» du pays, l'autonomie tribale et le partage du pouvoir à Kaboul, renouant avec les solutions du siècle dernier, permettrait peut-être de calmer le jeu. Toutes les parties en présence pourraient y trouver leur intérêt jusque et y compris les Soviétiques inquiets de l'évolution de l'Asie centrale. Certains y pensent aux Etats-Unis; encore faudrait-il reprendre langue avec les Soviétiques.

Yves LA MARCK

COURRIER

nagy fiver n'est pas big brother

Dans le numéro 414 de «Royaliste», Philippe Delorme signe un article intitulé «un touriste chez Big Brother». Pour illustrer trois petites scènes vécues en Hongrie, il insère dans son texte des extraits du livre de Georges Orwell «1984». Sans vouloir aborder la question de fond, c'est-à-dire l'état présent de la nation hongroise et du régime communiste en place, je trouve le rapprochement Big Brother/Hongrie quelque peu outrancier. En effet et contrairement à tous les pays socialistes, le régime hongrois est le seul à n'avoir pas, cette année, couvert G. Orwell d'invectives et d'insultes.

«Renégat du socialisme et espion de la réaction» pour les «Izvestias», le quotidien du gouvernement soviétique, l'auteur de «1984» n'est pas non plus en odeur de sainteté dans les colonnes de «L'Humanité-Dimanche». Sous la plume d'un certain Arnaud Spire, la PCF accuse Orwell d'avoir été «fasciné par le leader fasciste anglais Mosley» et dénonce «sa haine quasi pathologique des révolutionnaires organisés et sa conviction anti-communiste forgée à jamais durant la guerre d'Espagne où par goût de l'aventure, Orwell s'était engagé dans une milice anarchiste».

Or, en janvier de cette année, deux hebdomadaires hongrois officiels «Elet és Irodalom» (Vie et Littérature) et «Uj tükör» (Nouveau Miroir) ont consacré des articles favorables à Georges Orwell, se démarquant ainsi très nettement de l'opinion du Grand Frère et de son fidèle valet. Ainsi Takacs Ferenc, un critique littéraire de Budapest voit dans l'auteur de 1984 «un homme exprimant une grande solidarité avec la classe ouvrière et un sentiment démocratique envers le socialisme». Lorsqu'on connaît le poids des mots à l'Est, on ne peut certes plus affirmer tranquillement que Janos Kadar et Big Brother sont frères jumeaux... D'autant que l'autre grande utopie contemporaine, «Le Meilleur des mondes» d'Aldous Huxley, interdit

dans tous les pays du bloc soviétique est désormais en vente libre à Budapest.

Certes «1984» reste interdit en Hongrie, tout comme «Animal's Farm» un autre pamphlet anti-totalitaire de George Orwell. Et cette interdiction est là pour bien marquer les limites et les contradictions du «libéralisme» hongrois.

Cependant, c'est un intellectuel hongrois, exclu du PSZH, qui a, voici deux ans, écrit la seule suite connue à «1984». Dans son livre intitulé «1985» et publié à Berlin Ouest, György Salos raconte avec humour l'évolution de l'Océania après la mort de Big Brother, les luttes fractionnelles au sein du Parti Intérieur et la carrière politique de Winston Smith. Le fait que G. Dalos

regard sur l'afghanistan

Les témoignages rapportés par les voyageurs de la N.A.R. de leurs périples dans les pays de l'Est passionnent nos lecteurs*. Vous n'êtes pas toujours d'accord, mais tant mieux, car l'important est précisément de briser toute image stéréotypée sur les pays sous domination soviétique. N'hésitez pas à nous faire part de vos réactions par lettres ou sous forme de témoignages. Voici, aujourd'hui le regard de notre ami Patrick Pierran sur l'Afghanistan où il vient de passer quelques mois.

Le D.C. 10 d'Ariana roule lentement vers les bâtiment de l'aéroport et du hublot, on peut voir rangés le long des pistes, des dizaines d'hélicoptères, des Migs et quelques blindés. Première image de Kaboul occupé : l'aéroport qui, il y a quelques années, voyaient défilé des milliers de touristes attirés par ce royaume d'Asie Centrale, est devenu un terrain militaire. Dans le hall, des Russes en civil, armés, vont et viennent, indifférents aux contrôles. Ce sont des «conseillers», ils sont présents dans tous les rouages de ce qui reste de l'administration afghane.

Je connaissais Kaboul il y a dix ans et, dès l'aéroport quitté, la ville ne semble pas avoir changé. Le vieux bazar, le cœur même de la ville qui s'étend entre la rivière Kaboul et l'avenue Djodi Maïwand, dont la rénovation est au programme de tous les gouvernements afghans depuis 25 ans, est toujours là. Dans les ruelles boueuses, se pressent, foule pagailleuse et bruyante, Pashtouns, Tadjiks, Hazaras, Ouzbecks. Grands turbans blancs ou calots d'astrakan, tchapans multicolores ou vestons européens, c'est la même affluence hétéroclite autour des étals bien garnis des commer-



cants. Car, et ce n'est pas là le moindre paradoxe de la situation afghane, le bazar de Kaboul est parfaitement bien ravitaillé. Et, dans cette ville apparemment coupée du monde, le sérail aux changeurs bouillonne d'activité, on y troque à un taux libre des afghans contre des dollars, des francs, des marks, des roupies indiennes ou pakistanaises. Ici, rien n'a changé, et pour cause, les Soviétiques ne mettent pas les pieds dans ce dédale, et j'y apprendrais très vite ce qui sera la phrase-clé de mon séjour à Kaboul : «Shouravi nestòm, Faransawi astòm» (je ne suis pas Soviétique, je suis un Français). Alors les visages s'éclairent, on vous offre le thé, on partage le non (pain afghan). Traduction a contrario de l'hostilité de la population à l'égard de l'envahisseur soviétique.

Fêtes de la révolution de Saur (26/4/84)



La présence de l'envahisseur, c'est ailleurs qu'elle se fait sentir. Il y a le nouveau quartier, Micro-rayon, longues rangées d'immeubles, style HLM des années cinquante, où vivent la plupart des civils soviétiques et des fonctionnaires afghans du régime. Chaque bâtiment est gardé par quelques soldats afghans. Les grands carrefours s'ornent de vastes panneaux «réalistes socialistes», glorifiant «la lutte des travailleurs afghans contre l'impérialisme américain et ses valets», le long desquels stationne parfois une auto-mitrailleuse soviétique. Il y a le quartier populaire de Khair Khama qui s'est grossi du flot des réfugiés de l'intérieur. C'est là que vivent, auprès d'un parent, les familles fuyant la zone des combats, leurs villages dévastés par «le contingent limité du grand pays frère» (la population de Kaboul serait passée de 600.000 à 1.800.000 habitants). Il y a le quartier chic de Shar-e-Nao où les maisons abandonnées par l'élite de l'ancien régime sont acquises par les cadres du parti ou les membres de la très puissante police politique, le Khàd. Les conseillers russes viennent y faire leurs courses sous la protection directe de l'armée soviétique. Les Occidentaux y vivent sous surveillance constante. On s'habitue mal à la présence continue des volga grises sans plaque, qui n'ont d'autre but que

de dissuader les Afghans qui voudraient nous parler.

Le quotidien officiel en langue anglaise «Kaboul New-Times» vante les réalisations du régime. Babrak Karmal stigmatise dans ses discours-fleuves l'impérialisme américain et l'hégémonisme chinois. Le gouvernement organise de grandes manifestations pour célébrer «ses victoires» et condamner «les agressions des ennemis de la paix» (i.e. tous les pays non inféodés à Moscou, excepté l'Inde). Personne n'est dupe, même pas les membres du Parti Démocratique du Peuple Afghane (P.C. local) qui n'agissent souvent que par opportunisme. Les réalisations de la Grande Révolution de Saur (avril) ne sont la plupart du temps que des inaugurations d'immeubles construits il y a dix ans. Malgré les discours de Babrak, tous les habitants de Kaboul savent que ce sont les troupes soviétiques qui détruisent les villages de leur pays. Quand aux grandes manifestations, on peut douter de leur spontanéité quand on sait qu'elles sont obligatoires pour les fonctionnaires et les écoliers. Les réalisations du régime, pour le peuple de Kaboul, ce sont les rafles pour peupler une armée exsangue, c'est une augmentation considérable du prix des denrées de base, ce sont des milliers d'orphelins, et c'est surtout une porte ouverte à l'envahisseur étranger. Babrak Karmal sait-il que le peuple au nom duquel il fait semblant de gouverner l'appelle «sag-e-Shouravi» (le chien des Russes ?) Si un Kabouli, se sentant en sécurité, vous parle de politique, il vous dira sa nos-

vive toujours à Budapest semblerait prouver à la fois que les analyses d'Orwell sur le totalitarisme concerne au premier chef les intellectuels hongrois, mais également que l'expression «Police de la Pensée» se traduise fort heureusement de plus en plus mal en magyar. Tout ce qui est exagéré devient insignifiant.

J.K.

N.B. Par respect pour notre langue française, «Nagy Fiver» et «Big Brother» signifient l'un en hongrois, l'autre en anglais : Grand Frère, nom donné au dictateur omniprésent de l'Océania par G. Orwell dans «1984».

Le livre «1985» de György Dalos est paru en 1982 aux éditions Maspéro-La Découverte.

Dans le Bazar de Kaboul



(suite page 4)

(suite de la page 3)

talgie du règne de Zaher Shah. Réflexion plus sentimentale que politique. Regret d'un pouvoir qui, dans ses dernières années, ne s'exerçait pas vraiment mais garantissait la paix entre les tribus. Il vous dira sa haine des Babrak, Amin, Taraki -dirigeants successifs de l'Afghanistan communiste - considérés comme des agents des Russes, mais aussi du prince Daoud, fondateur en 1973 de la République Afghane et regardé aujourd'hui comme le principal responsable de la tragédie actuelle. Tous sont accusés d'avoir aidé ou d'aider les Soviétiques, d'avoir provoqué l'intervention de l'Armée Rouge.

L'Armée Rouge, elle, campe tout autour de Kaboul, même dans la forteresse médiévale de Bala-Hissar. Je m'attendais à voir une sorte d'armée nazie : uniformes impeccables, discipline de fer, air martial. Les troupes soviétiques à Kaboul, ce sont des soldats maigres, souvent très jeunes, débailés, abusant manifestement de l'alcool et des drogues, errant le long de camions ou de tanks mal entretenus, l'air pitoyable. Ce laisser-aller apparent est une preuve de la dureté des combats, un témoignage du désarroi de ces soldats qui ne comprennent pas ce qu'ils font là et se sentent universellement hais. La propagande peut rien leur dire qu'ils combattent des féodaux et des réactionnaires, ce sont des paysans qu'ils massacrent.

La guerre à Kaboul n'est pas omniprésente (les coupures d'électricité n'en sont qu'une conséquence bien supportable). Il faut attendre la nuit, 22 h - couvre feu. Alors des explosions trouvent le silence, on entend des tirs d'artillerie plus ou moins lointains, parfois des roquettes sifflent au-dessus des maisons, dans une rue proche des kalachnikov crépitent. Et le lendemain matin, rien. La vie continue comme si de rien n'était. Pourtant la nuit suivante, les combats reprendront... Etrange atmosphère où tout semble sans conséquence. Pourtant les habitants de Kaboul savent que les Moudjahidin sont tout proches, là, dans les montagnes dénudées qui encerclent la ville, et ils espèrent qu'un jour peut-être...

Patrick PIERRAN

* «Royaliste» 412 : «Le silence bulgare», «Royaliste» 413 : «La fragilité yougoslave», «Royaliste» 414 : «Un touriste chez Big Brother, Tchecoslovaquie, Hongrie».

la voix de grégori

Les Droits de l'Homme figurent dans la Constitution de la majorité des pays de la planète, y compris dans ceux où sévit la plus constante et la plus arbitraire répression. Mais où sont-ils en vérité mis en œuvre ? Même pas dans leur patrie d'origine, la nôtre, ainsi que le montrent plusieurs affaires récentes.

Dans un village des Vosges, un petit garçon est retrouvé mort dans la rivière. Il s'appelle Grégori, son visage aux grands yeux hante jour après jour les écrans. C'est notre enfant qu'un monstre a tué, c'est nous-même; il faut que justice soit faite, oui.

Mais voici que le drame s'enfle démesurément, envahit tout le champ des médias. Sans doute, bien d'autres innocents meurent-ils au même moment : des millions d'enfants aussi, en Ethiopie, et que l'on peut encore sauver de la faim qui les ronge... Non, il n'y a plus dans les journaux français qu'une seule victime à pleurer : Grégori; un meurtrier à haïr : le sien.

Une nuée d'informateurs s'est installée à Lépages-sur-Vologne comme sur une plaie, et bourdonne. Il semble que l'enquête judiciaire s'empêtre dans l'écheveau des familles et des clans. Qu'importe, les caméras et les micros en batterie observent et, faute d'éléments, développent les on-dit, la rumeur; à chaque jour son lot obligé de *révélation*. Tant et si bien que la gendarmerie, peut-être dépassée, donne l'impression de se mettre à la traîne des journalistes et de leurs fracassantes hypothèses.

Un suspect est-il nommément désigné ? Ils le convoquent à l'interrogatoire - et l'occasion est belle de traquer le témoin jusque chez lui, de confesser sa femme, ses voisins, son employeur... Les

soupçons de quelque informateur se confirment-ils (car ils sont au courant de toute l'instruction, les braves gens; des expertises en graphologie dont la fiabilité est si aléatoire, etc.) Eh bien, presque aussitôt qu'annoncé par la presse, on délivre un mandat, et le tour est joué ! Tout fut spectacle.

Dès le lendemain, le témoignage-claf de l'accusation s'écroule. Mais c'est encore un *scoop* ! Une enfant, une mineure, se dédie devant les journalistes...

Mais au fait, qui instruit véritablement cette affaire ? Un juge d'instruction ou un metteur-en-scène ? Ou bien, donne-t-on en spectacle à la nation le psychodrame d'un village assiégé dans le but de le voir craquer ou s'entre-tuer... ? Là-dessus, on commence à entendre chez soi, au coin du feu, des messieurs-dames graves et, pourquoi pas bon chrétiens déclarer calmement que si c'était là leur fils, ou petit-fils, qui avait été tué, ils n'hésiteraient pas une seconde à exécuter eux-mêmes le... Qui au juste ? Ben, le coupable ! Vous voulez dire, celui qui est en prison ? Evidemment ! Qui d'autre ?

On regarde autour de soi effaré. Où est la justice ? Si elle n'est pas inscrite dans le cœur, à quoi bon le chiffon de papier du Code, ou l'insensible surface des tables de marbre ? Qui, lorsqu'elle fait défaut dans les êtres, comme il semble ici, qui la fera descendre dans les actes et reconnaître dans les faits ?

On plaide comme on peut, on s'interpose. A ceux qui, profitant de leurs petits loisirs, vont sur l'escalier du Palais de Justice de Nancy hurler à la mort sur le passage du «monstre», on crie qu'ils se ravisent, se souviennent qu'hier encore à Poitiers, deux médecins, Dialo et Archambault, passaient pour meurtriers d'une de leurs patientes, et qu'aujourd'hui, on leur ouvre la porte de leur cellule...

Parce que le témoignage qui les a accablés, celui de leur chef de service hospitalier, s'est effondré, disqualifié. Aurait-il pu se trouver quelqu'un pour les insulter à la sortie de la maison d'arrêt, aurait-il pu se trouver un bon brave homme pour tenter de leur faire la peau ? On en tremble. Et que toute leur vie, la simple vue d'une ordonnance portant leur nom, Dialo, Archambault, ne réveille la crainte, la haine, la folie justicière de ceux qui ne connaissent plus la Justice.

Qui ne connaissent plus, je dis bien, car toute notre tradition est issue de cet effort par lequel le faible et le puissant, conjointement et non sans mal, ont dépouillé leur cœur de la vengeance et de la violence comme principe d'action au nom du plus haut principe de la Justice (Et c'est ainsi que le Souverain avait pour devoir de s'en porter garant, et arbitre).

Dans les cas présents, il serait malséant de se faire le censeur des passions populaires, ou d'inculper la liberté de la presse qui lui fournit ses aliments. L'esprit public n'a que trop tendance naturelle à faire tantôt l'ange, tantôt la bête. Par contre, en remontant plus haut en nous-mêmes, nous pouvons rencontrer la source de l'éthique qui fonde la justice. Et écouter la voix d'enfant qui nous interroge.

Qu'as-tu fait, toi juge, toi policier, gendarme, toi journaliste de l'image, du son ou de l'écrit, et toi citoyen de Lépages et d'ailleurs, qu'as-tu fait tout au long de ces instructions semi-publiques, de ces dépositions-interviews, de ces rumeurs complaisamment colportées, de ces emprisonnements aujourd'hui déclarés immotivés, qu'as-tu fait, dans ton intime conviction, pour briser le mécanisme odieux du bouc émissaire et faire qu'à l'injustice des criminels ne s'ajoute pas encore l'iniquité des juges ?

C'est la question que j'entends nous poser Grégori.

Luc de GOUSTINE

La haine empêche Christine Villemin de sombrer dans le désespoir

« Parfois... j'ai envie de rejoindre mon petit Gregory »

Le Parisien

NANCY (corr. part.) - « Il y a des jours, croyez-moi, où j'ai envie de rejoindre mon fils là où il est... Mais non, cela ferait trop de plaisir à Marie-Ange (la femme de Bernard Laroche) et aux avocats de Laroche... Ils pourraient dire, n'importe quoi et je ne serais plus là pour me défendre... Il faut qu'ils sachent que je continuerai à me battre. » Christine Villemin, la mère du petit Gregory, a dû résister à deux fois, deux mois après la mort de son petit garçon.

Les épreuves ne cessent de se multiplier pour elle : d'abord les soupçons qui se sont reportés sur elle et les témoignages à charge de quatre collègues de travail ; ensuite, cette semaine chargée d'un suspense terrible et qui s'est achevée par la maintien de Laroche en prison. Pourtant, Christine résiste ainsi que son mari. Ils ont tous deux une allée non négligeable - la haine.

« Même si Laroche n'avoue jamais, il faudra bien qu'un jour il se soit... pourquoi il a tué mon fils », avoue Christine. « Dis qu'on ose poser une question autour de nous, on nous accuse de vouloir nuire notre enquête tout seuls. Et surtout, ceux qu'on questionne sont aussitôt interrogés par la police. La vie n'est plus possible à Lépages. »

heures avant le crime. D'abord, Laroche a parlé longtemps avec mon frère Michel, marié après moi. Il m'aurait dit qu'il se sentait mal. Il paraît qu'il a fait faillite en contiguë ensemble, mais je ne le crois pas », reprend Jean-Marie, soupçonneux.

Un instructeur



creusot loire : la fin

La mise en liquidation de Creusot-Loire, prononcée le 12 décembre par le tribunal de commerce de Paris, entérine l'une des plus grosses faillites de l'histoire industrielle de la France.

Cette décision fait suite à un naufrage dont les coûts, humain d'une part, financier et industriel d'autre part, sont d'ores et déjà considérables. Elle met en lumière l'inanité des thèses libérales, même quand elles inspirent les déclarations de principe de l'actuel gouvernement.

Il est difficile d'évaluer avec précision l'ampleur de la catastrophe financière. Les estimations varient mais, pour se faire une idée, il ne faut pas se limiter au montant du passif (environ 6 milliards de francs). On y trouve, comme créanciers : les banques et établissements de crédit, le fisc, Framatome, divers fournisseurs... A cela il convient d'ajouter de nombreux éléments : les cautions données par les banques, le coût social, les aides accordées par l'Etat à Framatome et Usinor... Au total, selon une estimation du « Monde » 6 à 8 milliards de francs provenant pour l'essentiel, directement ou indirectement, des fonds publics.

Si le coût financier reste, aujourd'hui encore, difficile à évaluer, le coût humain, par définition non chiffrable, s'annonce considérable. Sur les 10.000 emplois de la société Creusot-Loire, 3.300 seront sauvés par Usinor et 2.400 par Framatome. En outre, pour les salariés des nombreuses filiales, l'avenir s'annonce sombre, surtout pour ceux qui appartiennent à des sociétés difficilement maintenues en survie jusqu'à l'effondrement de la maison mère. Il faut également penser aux sous-traitants, ainsi qu'à tous ceux (commerçants...) qui vivaient indirectement de Creusot-Loire.

Pour tenter de sauver ce qui peut encore l'être, la « vente par appartements » (selon l'expression consacrée, qui ne semble prendre en considération que les murs et non les hommes) a été retenue : — Usinor reprend les secteurs

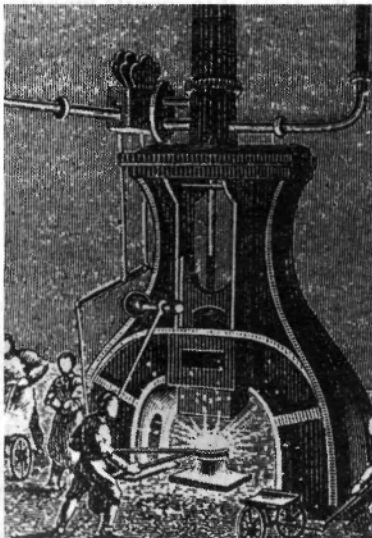
« métallurgie » (Creusot-mareil) et « mécanique spécialisée » (l'armement), ainsi que certaines filiales, — à Framatome échoient les branches liées à la chaudronnerie et à l'énergie, auxquelles s'ajoutent également des filiales, — Spie-Batignolles contrôlera Clecim (société d'ingénierie), — plusieurs secteurs d'activité (machines d'imprimerie, machines à fabriquer du carton) passent sous contrôle américain, allemand ou suisse, — pour Delattre-Levivier, aucune solution n'est actuellement en vue.

Même si l'on fait abstraction des emplois sacrifiés et des filiales dont l'avenir n'est pas défini, les autres secteurs ne peuvent être considérés comme définitivement sauvés. De lourdes incertitudes subsistent en effet. Incertitude financière d'abord; conséquence de la mise en liquidation qui a été prononcée, la reprise par Usinor et Framatome (pour l'essentiel) ne perdurera que « sous réserve qu'il n'en résulte pas une valeur négative pour la masse des créanciers ». Or le montant des créances s'élève à 7 milliards de francs, Framatome subit le contre-coup de la réduction de programme de centrales nucléaires, et l'exercice 84 d'Usinor (sidérurgie) sera une nouvelle fois déficitaire. C'est dire combien l'avenir des firmes « repreneuses » elles-mêmes est incertain.

Incertitude juridique ensuite : non seulement l'avenir financier de Framatome, l'un des deux piliers du sauvetage, est problématique, mais de plus, cette société est elle-même filiale (pour 49%) de Creusot-Loire ! Aux termes de son statut juridique (société en nom collectif), elle devra trouver d'autres actionnaires... ou disparaître. Même si cet obstacle est surmonté, ce qui est probable,

il ne facilite pas le nouveau « montage » financier.

Le numéro de « Libération » du 13 décembre relevait à juste titre, ce qui apparaît comme la principale leçon de la mise en liquidation du groupe Creusot-Loire. C'est effectivement « la première fois qu'un gouvernement va jusqu'au bout en ne cherchant pas à garder la cohésion d'un groupe industriel en difficulté ». Si les milieux gouvernementaux sont prompts à souligner (à juste titre) les contradictions d'un capitalisme débridé, leurs déclarations soulignent combien il ont été gagnés, dans bien des cas, par un libéralisme dont la mode n'atteint



pas seulement l'opposition de droite. Au mois de juin, lors de la mise en règlement judiciaire, M. Laurent Fabius, alors ministre de l'industrie déclarait : « L'Etat, c'est-à-dire les contribuables, doit payer pour le déficit, alors que les bénéfices restent privés ». Et de souligner, avec raison, combien cette contradiction est inacceptable. Mais ces derniers temps, dans les milieux gouvernementaux, on insistait sur le caractère « privé » de l'entreprise Creusot-Loire et on laissait clairement entendre que « l'Etat n'a pas à intervenir partout, ce n'est pas son rôle ».

Pourtant les faits contredisent largement les discours :

— Creusot-Loire n'a jamais été une entreprise privée que sur un plan strictement juridique; depuis des années, et sous tous les régimes politiques, elle n'a vécu, et ce de façon croissante, que des commandes de l'Etat. « Le seul marché que l'entreprise ait connu, c'est le marché public » souligne, avec humour « Libération ».

— Les deux piliers du sauvetage des restes de Creusot-Loire sont, pour l'un, sous la coupe indirecte de l'Etat (le Commissariat à l'énergie atomique contrôle 50%

de Framatome) et pour l'autre, quasiment nationalisé (Usinor).

— Les 3 milliards de créances détenues par les banques nationalisées vont être purement et simplement passées en pertes; ce qui est sans doute un record pour notre pays. Quant à la Banque de l'Union Européenne qui fit, naguère, elle aussi partie du groupe Empain-Schneider, elle devra sans doute faire appel à l'Etat (sa créance serait de 800 millions de francs).

On est donc bien obligé de constater que l'Etat, malgré les déclarations d'intention officielles, se trouve contraint d'intervenir devant l'ampleur du désastre. Il faut bien convenir qu'un certain type de capitalisme n'a pas rempli son rôle. Depuis 1970, où la fusion de la SFAC (Société des Forges et Ateliers du Creusot), de la CAFL (Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire) et de Delattre-Levivier a engendré Creusot-Loire, la société n'a cessé de cumuler les pertes. Son appartenance au groupe Empain-Schneider, qui a mis en place l'actuel PDG -très controversé- D. Pineau-Valencienne, n'a rien changé à cette évolution. Et les pouvoirs publics, qui n'ont pas seulement en charge des capitaux, mais l'intérêt général, se retrouvent face au problème.

Il semble cependant, de nombreux observateurs l'ont relevé, que le sort de Creusot-Loire ait fait l'objet de dissensions au sein de l'équipe gouvernementale. Au mois de juin, un accord serait intervenu, qui aurait permis d'éviter le dépôt de bilan : contre le sauvetage de l'entreprise, les banques nationalisées seraient entrées dans le capital de Schneider. Mais le ministère de l'Economie et des Finances aurait refusé son accord; cette mésaventure résulterait d'un conflit entre MM. Delors et Fabius à la veille du changement de gouvernement.

Au-delà de cette « anecdote », ce qui est en cause, c'est non seulement la logique d'un capitalisme financier qui se désintéresse de l'outil industriel, mais aussi la nécessité, pour l'Etat, de déterminer une politique industrielle cohérente. C'est pourquoi on comprend ces cadres du siège de Creusot-Loire (licenciés prochainement) qui se sentent trahis à la fois « par des capitalistes sans capitaux » et par « des politiciens sans politique ».

Alain SOLARI

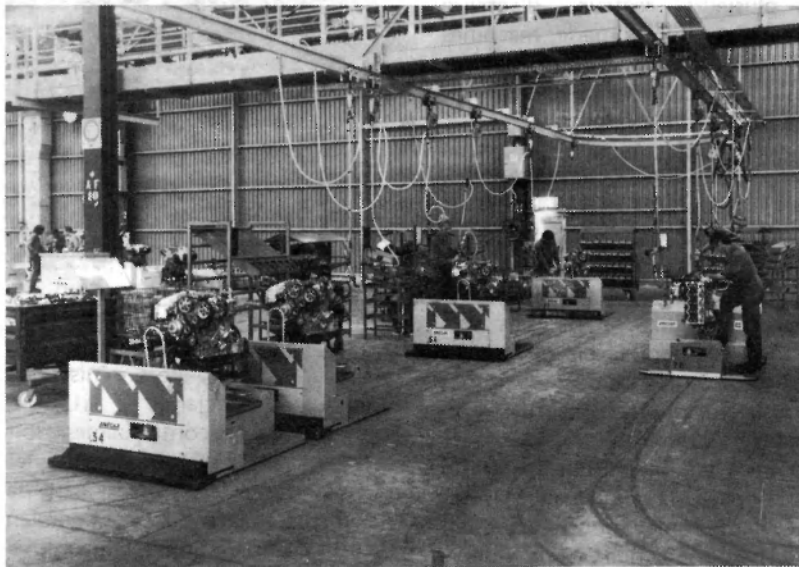
le rôle de l'état dans la politique économique

En conclusion provisoire à notre enquête sur la croissance, nous nous livrons à une réflexion sur le rôle que l'Etat peut jouer dans la politique économique et industrielle et sur les moyens qu'il doit mettre en œuvre pour réussir à sortir le pays de la crise sans qu'il se substitue pour autant aux agents économiques.

A la fin des années cinquante, dans un pays encore largement dominé par l'agriculture et dont une bonne partie des produits était destinée au marché national et colonial, le gouvernement français fait porter l'essentiel de ses efforts sur le développement de l'industrie en accordant une aide financière aux entreprises à condition qu'elles s'agrandissent. Parallèlement, en signant le traité de Rome, il tente de favoriser les échanges internationaux. Il en résulte dès le début des années soixante une concentration de l'appareil productif et une ouverture des frontières qui ont pour effet de dynamiser l'industrie française et de la rendre plus compétitive. Dès lors, «l'impératif industriel» devient le mot d'ordre de la période 1960-1973 car il s'agit, comme le soulignait à l'époque Bernard Esambert, conseiller technique auprès de Georges Pompi-

dou de «faire croître rapidement le potentiel industriel du pays, plus rapidement que celui de nos voisins déjà plus développés industriellement et plus rapidement que par le passé, afin de participer à la

vie économique moderne et à la compétition mondiale avec un poids accru». L'ère pompidolienne devient l'ère des grands projets dans le domaine nucléaire, par la définition d'une politique capable de nous rendre indépendant dans un secteur stratégique, dans l'aéronautique avec Airbus, dans le spatial avec le Projet Ariane dont la France se trouve à l'origine et dans l'informatique. Cette politique volontariste a pour conséquence la création de grands



groupes dans une économie qui en était encore dépourvue quelques années plus tôt.

Mais en 1974, la crise vient frapper notre économie de plein fouet. Par le quadruplement des tarifs pétroliers, la part des importations d'énergie dans les importations totales passe de 12,4% en 1973 à 22,2% en 1975 et 28,1% en 1981. A partir de 1974, l'inflation s'accélère à cause de l'augmentation du prix du pétrole, d'une politique systématique d'équilibre budgétaire menée depuis le début des années 60 (1) et de «l'intensité de la lutte entre les différentes forces économiques et sociales pour le partage du produit» (2). De plus, dès cette époque, l'économie mondiale subit le contre-coup de la disparition du Système Monétaire International et du flottement des monnaies. Enfin, le changement des structures industrielles se profile à l'horizon des années 80 avec son cortège de mutations technologiques. Aussi, en 1982, Jacques Mazier et Christian Stoffaes n'ont-ils pas tort d'écrire qu'«avant d'être une crise financière ou une crise pétrolière, la crise actuelle est une crise industrielle» (3).

Crise qui se manifeste dans les faits au cours de la période 1974-1981 par une croissance annuelle moyenne de la production industrielle française de 1,1% contre 6,1% de 1969 à 1974, par la suppression de 700.000 emplois industriels (soit 12% de la population active employée par l'industrie) et par une baisse en volume d'environ 15% de l'investissement industriel. Il s'ensuit une diminution de notre compétitivité inter-

le rôle des collectivités contre le chômage

Les T.U.C. relèvent-ils du gadget ? Sûrement pas. Ils sont la réponse de la société civile au chômage dans le prolongement de l'action économique de l'Etat.

La gauche est impardonnable. Parvenue au pouvoir sur le thème crucial de l'emploi, promettant une résolution rapide et massive du chômage, elle a trompé les femmes et les hommes qui crurent bon de lui faire confiance. Qu'elle ne s'étonne pas aujourd'hui de la désaffection qui la touche cruellement. Cela dit, il convient de faire la part des choses : si le gouvernement n'a pas mis en œuvre de po-

litique économique ambitieuse, il n'a pas négligé le traitement social du chômage. De 1981 à novembre 83, la progression des demandeurs d'emploi a été grandement freinée, jusqu'à se stabiliser aux deux millions, par le programme des départs en préretraite et les embauches dans le secteur public. Les maladroites de la relance et l'adoption d'une politique d'austérité ont forcé le barrage des deux millions, et la course du chômage

reprënd à vive allure son ascension. En un an, l'augmentation dépasse 13%, 300.000 personnes supplémentaires, selon les chiffres de novembre, n'ont pas trouvé place sur le marché du travail. Entre les données brutes et les variations saisonnières, nous approchons approximativement les 2,5 millions de chômeurs, et rien ne semble annoncer la décrue. Chacun a conscience du drame qui se joue et de la menace de profond déséquilibres sociaux qui pèse sur la société française. Personne, le contraire se saurait, n'a de véritable solution à proposer, hormis le libéralisme intégral et l'étatisme absolu, qui sont des slogans de campagne électorale. L'ambition est nécessaire dans les grands moments qu'offre l'histoire, mais 81 en était un et la gauche a laissé

passer une occasion qu'elle ne retrouvera pas de si tôt, la modestie est obligée quand les temps sont difficiles et le soutien populaire défaillant. Les T.U.C. sont à inscrire dans cette perspective, et dans l'œuvre globale de Laurent Fabius: il faut éviter à la France le pire, travailler dans le sens du moindre mal, poursuivre et parfaire le traitement social du chômage, tout en sachant que seul son traitement économique sera déterminant, par la création d'emplois nouveaux. Autre argument en faveur des travaux d'utilité collective : l'échec des stages Rigout, révélé par une étude récente («Libération» 11 décembre). Si l'on considère ces paramètres, le bien-fondé des T.U.C. devient évident : il n'est ni possible ni pensable de laisser se marginaliser

nationale et un vieillissement de notre appareil productif. Cependant l'évolution a été différente selon les secteurs. Ainsi, les industries de biens de consommation courante (le textile-habillement, le cuir-chaussure, la joaillerie...) et de biens intermédiaires (la sidérurgie, les métaux non-ferreux..., la chimie organique et minérale de base, le bois-papier...) ont connu les pires difficultés. En revanche, les industries d'équipement et le matériel de transport ainsi que les industries de pointe, malgré quelques problèmes, ont joué un rôle moteur dans les restructurations.

Aussi quoiqu'en dise l'actuelle opposition, quand elle arrive au pouvoir en 1981, la gauche hérite d'une situation désastreuse. Le redéploiement industriel, slogan lancé par Giscard en 1974, fondé sur le désengagement de l'Etat, la restauration de la concurrence et une politique industrielle centrée sur les PME s'avère très vite inefficace : « l'absence d'orientation stratégique globale au niveau de la plupart des secteurs, le caractère ponctuel des interventions publiques, qui se limitaient à de simples opérations de sauvetage individuel, ont laissé à l'abandon un vaste ensemble de secteurs traditionnels » (4).

Mais la gauche ne fait pas mieux. A son tour elle renonce, par manque de volonté, à mener une politique audacieuse. La relance échoue. Les nationalisations, fer de lance de la politique de restructuration, ne donnent pas les résultats escomptés. Et la politique industrielle cohérente qu'on était en droit d'attendre après les Journées de Travail des 15 et 16 novembre 1982, organisées par

Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la Recherche et de l'Industrie, reste lettre morte.

Dans ces conditions, que faire ? L'échec doit-il être considéré comme une fatalité et la France doit-elle se résigner à devenir une puissance économique de troisième ordre ? C'est une nouvelle fois André Grjebine qui, dans « L'Etat d'urgence » (5) nous trace la route : « la première condition de succès d'une nouvelle politique industrielle réside dans une croissance soutenue de l'économie. Sans une telle croissance, toute politique industrielle - aussi clairvoyante soit-elle - est vouée à l'échec ». Puis il précise que dans ces conditions l'ensemble des mesures à prendre « n'ont de sens que si elles vont de pair avec la politique économique déjà proposée », c'est-à-dire une réduction de la contrainte extérieure et un désendettement de l'économie. Une fois ces précautions liminaires prises,



André Grjebine énonce sept principes sur lesquels l'Etat devrait fonder son action :

- gérer l'ensemble du tissu industriel plutôt que des entreprises isolées,
- adopter une conception élargie du développement industriel : une politique cohérente doit se soucier des activités de service qui gravitent autour de la production (la recherche, la commercialisation),
- sélectionner les secteurs dont le développement jouera un rôle moteur,
- éviter que des mesures partielles ne contredisent la stratégie générale. Et de citer l'exemple du protectionnisme qui dans l'immédiat peut réduire notre déficit commercial mais qui, à terme, risque de conduire à la disparition de secteurs sur-protégés,
- comparer les divers moyens - directs ou indirects - susceptibles d'être employés pour atteindre un objectif donné,

- coordonner la politique industrielle et les aspects industriels des autres politiques menées par le gouvernement,
- inscrire la politique industrielle dans la durée.

On pourra reprocher à André Grjebine le fait que, dans ce dispositif, la place de l'Etat est disproportionnée mais il faut bien admettre que, depuis Colbert, l'intervention de l'Etat dans l'économie est devenue une constante de la vie politique française et que les périodes au cours desquelles l'Etat a refusé de remplir ce rôle d'incitation nous ont conduit à la catastrophe: il suffit d'analyser la gestion giscardienne pour s'en convaincre. Aujourd'hui seule une politique industrielle définie dans le long terme après concertation entre les partenaires sociaux et un Etat soucieux de l'intérêt général peut sortir le pays de la crise. Parallèlement les mesures de politique économique que préconise André Grjebine, à savoir la réduction de la contrainte extérieure mais surtout le désendettement de l'économie, ne peuvent être mises en œuvre que par un Etat indépendant et libre de toute considération partisane.

Patrice LE ROUE

- (1) André Grjebine dans « Royaliste » 416.
 (2) Michel Beaud dans « Royaliste » 415.
 (3) « Une politique industrielle pour la France, actes des journées de travail des 15 et 16 novembre 1982 » Documentation française.
 (4) Jacques Mazier, « La politique industrielle 1974-1981 : essai de bilan, rapport au ministère de la Recherche et de l'Industrie ».
 (5) Flammarion, prix franco : 79 F.

les 200.000 jeunes qui quittent chaque année le système éducatif sans diplôme ni qualification. Devant ce million de chômeurs de moins de 25 ans, on ne peut pas emboucher les trompettes de la droite et du Parti communiste, qui réclament à cors et à cris une « grande politique économique » peu crédible. A côté de l'action économique de l'Etat doit se manifester la solidarité nationale, la prise en charge des chômeurs par la société civile.

Les T.U.C. n'ont pas pour vocation de créer des emplois. Si telle était leur fonction, il y aurait effectivement imposture. En ce sens, ils ne sont pas assimilables aux ateliers nationaux, ou aux chantiers de jeunesse, qui trouvaient en eux-mêmes leur raison d'être. Le T.U.C. offre provisoirement

au chômeur de 16-21 ans, une occupation qui lui donne le statut de stagiaire de la formation professionnelle et le fait bénéficier de la protection sociale. Pour 20 heures de travail hebdomadaire, l'indemnité s'élève de 1.200 à 1.700 F. Mais l'apport du T.U.C. est essentiellement psychologique : il permet à qui a souvent coupé tous les ponts avec la société de retrouver une existence sociale, à travers une activité modeste, même si cela peut paraître dérisoire aux yeux de celui profitant d'un emploi assuré. Le succès des T.U.C. auprès des jeunes chômeurs prouve leur nécessité : 40.000 dossiers ont été acceptés, 60.000 sont en prévision. La simplicité de la formule n'est pas étrangère à cet engouement, lorsqu'il faut souvent at-

tendre plusieurs mois pour obtenir un stage de formation aux débouchés mal définis. Non plus que l'aspect concret des T.U.C., dans l'univers très kafkaïen de l'ANPE : le chômeur obtient rapidement un travail précis, qui lui permettra de retrouver une sociabilité perdue, de multiplier les rencontres et d'accroître par là ses chances, en renforçant son assurance. Dans certains cas, les T.U.C. fournissent une véritable formation professionnelle : la réfection des monuments historiques, ou certaines tâches dans la protection de l'environnement, par exemple.

La philosophie des T.U.C. n'est pas éloignée des réflexions économiques d'Alfred Sauvy : il existe des besoins sociaux, qui ne sont pas assumés par le marché, l'Etat ou les collectivités locales. Cela

peut aller de l'aide aux personnes âgées, au débroussaillage de terrain, en passant par le développement touristique d'un village ou la poursuite de fouilles archéologiques. Le champ des initiatives est large, l'imagination n'est plus exigée du pouvoir mais des associations et des municipalités (ce qui dans ce dernier cas tient un peu de la gageure tant le personnel politique local est peu préparé à assumer ce genre de responsabilités). Il ne doit pas en être conclu que l'Etat pourrait échapper à son rôle directeur dans la lutte contre le chômage, comme nous avons écarté d'emblée l'idée que l'Etat serait seul responsable de cette lutte.

Emmanuel MOUSSET



■ Gérard Leclerc

l'évangile selon ravenne

Aux temps où se sont construits les sanctuaires de Ravenne, dès le début lorsque Galla Placidia gouvernait l'empire par interim, le bruit et la fureur emplissaient déjà le monde. L'église elle-même n'était pas un havre de sérénité, puisque l'hérésie arienne exerçait ses ravages depuis l'Orient jusqu'en Occident et qu'au demeurant elle s'inscrivait dans les murs des édifices sacrés de la ville. Mais tout se passe comme si la beauté avait ici « tenu la violence en respect ». Il faut parler d'une sorte de miracle, car il y a quelque chose d'unique dans cette splendeur d'outre-monde, ce « fragment de lumière » parvenu jusqu'à nous.

«Le secret de Ravenne, de cette beauté que le temps pourra soustraire un jour à nos regards, mais non pas au cœur de ceux qui l'auront entrevue, c'est bien cette représentation d'un monde enfin réconcilié, cette union intime du ciel et de la terre, toute souffrance, toute angoisse, tout péché abolis dans le mariage indissoluble du sacrifice et de la joie. Car ici le ciel et la terre ne font qu'un, la terre littéralement gorgée de ciel resplendit dans une béatitude indestructible, et le ciel se repose en elle comme dans un berceau. Impossible de les détacher, l'un et l'autre sont intimement liés, par l'effet d'une fusion littéralement nucléaire de la foi et de l'espérance dans le soleil de la charité, ce que la mosaïque est plus propre qu'aucune autre forme d'art à rendre par la dureté, le scintillement, l'espèce d'énergie colorée de ses pierres, assemblées en figure et en méandres par un Petit Poucet qui aurait retrouvé son chemin dans l'infini.»

Pour André Frossard, la catastrophe surgit après, avec l'impossibilité radicale de réussir ce que la consommation du divorce a séparé à jamais. *«Enfant d'Eve nous criions vers vous du fond de notre exil»*, le Salve Regina dans la douceur du plain chant exprime la plainte infinie des siècles. L'art gothique en ses voutes vertigineuses n'accrochera *«qu'un lambeau de paradis déchiré»*.

Pourtant Ravenne n'ignore ni la Croix, ni les martyrs. Mais les instruments et les puissances du mal ne sont représentés ici que par exception. La croix est sans supplicé. Le gril de saint Laurent évoque par ses flammes la puissance de l'amour beaucoup plus que celles de la torture. *«C'est qu'à Ravenne le mal ou le malheur et ses agents ne sont jamais représentés. Ils appartiennent à l'histoire, et ici l'histoire est finie. Ils ont été dissous, ou résorbés par le bien, et la mémoire elle-même les a perdus de vue»*. Pourtant, l'absence de crucifixion à Saint-Apollinaire peut s'expliquer également par l'influence arienne, ce qui en creux pourrait introduire à une réflexion théologique dans l'éclairage donné par un Urs von Balthasar.

En effet, le refus d'affronter les réalités triviales de la passion, ces cruautés d'ordinaire réservées aux esclaves, s'il a été inspiré par ceux qui ne croyaient pas que le Christ fut consubstantiel au Père, résultat de la propension à faire du non-Dieu un surhomme. Autant pour le fils de Dieu, le supplice de l'esclave est entré dans la gloire, autant pour le surhomme elle est indignité absolue.

L'humanité est honorée à Ravenne comme jamais, par le cortège des hommes et des femmes associés à une même destinée surnaturelle. Car il les créa, selon la Genèse, homme et femme, et l'un et l'autre coopèrent selon son propre génie à l'œuvre de la création et de la sainteté. Les mosaïques attestent à leur façon du rôle symbolique assigné au masculin et au féminin. Du côté des saints, la passion et la résurrection, du côté des saintes les miracles et paraboles du Christ montrant fortuitement le partage des missions et pourquoi l'Eglise n'a jamais eu de femmes prêtres.

«Car tous les miracles, qui dans l'Evangile sont des miracles de douceur et non, comme dans l'Ancien Testament, des prodiges parfois dévastateurs destinés à compenser la faiblesse du petit peuple qui allait être chargé d'enseigner Dieu aux nations, surplombent le défilé des femmes et ratifient le contrat qui les associe à la charité. Elles donnent la vie, non la mort, et n'ont joué qu'un rôle bienfaisant durant toute l'existence du Christ. Fidèles sans défaillance et par suite choisies pour témoigner les premières de sa résurrection, elles n'ont été pour rien dans sa condamnation et son supplice, illustrés sur le mur d'en face, au dessus du défilé des hommes. Or la fonction essentielle du prêtre étant de dire la messe, et la messe, mémorial de la Passion comportant le rappel d'une effusion de sang (... et qui sera versé pour vous et pour la multitude) il s'ensuit qu'elle ne peut dite que par un homme, ce qui n'implique nulle supériorité, mais des vocations distinctes. A vouloir à tout prix qu'en toutes choses hommes et femmes soient interchangeable, on les prive de cette différence qui les rend indispensables les uns aux autres.»

Le commentaire sans l'image est évidemment déficient. L'album de Frossard est fort heureusement illustré de photos somptueuses où l'éclat des couleurs et leur symphonie est sans défauts. Les gros plans rendent compte de la perfection des formes et des compositions avec quelque chose de féérique qui n'est pas de l'ordre de l'effet trompeur mais d'une sorte d'éclat intérieur. Les détails mettent en évidence l'art qui présida à l'ensemble, avec cette minutie du grain, cette *«averse de pierres précieuses tombées du septième ciel»*. Je me suis permis de citer suffisamment l'auteur pour être dispensé de louer sa langue. Il a conçu son texte comme un poème qui est chant du ciel. Justement, Dante a ici sa sépulture, au grand désappointement des Florentins qui le réclament à cors et à cris depuis des siècles.

Il ne fallait pas exiler le sublime poète. Dante est d'ailleurs ici tout à fait accordé au cantique des yeux. Le paradis qu'il chanta brille à Ravenne d'un éclat infini dans la mosaïque des bleus et des verts. Il y a en ce coin de terre, le double témoignage de ce dont l'art des hommes est capable lorsqu'il se veut accordé à la bonne nouvelle du Royaume.

Gérard LECLERC

André Frossard - *L'Evangile selon Ravenne* - Robert Laffont et Le Centurion. Prix franco : 250 F.

Pour être vraie, il semble que la modernité ait définitivement renoncé à la beauté. Les esthétismes se succèdent les uns aux autres sans rien pouvoir refléter dans le meilleur des cas que nos déchirures intérieures. L'art chrétien lui-même, moderne, dans ses meilleurs représentants n'est témoin que du tragique. Une inaptitude foncière à ce qui pour Dostoïevski sauverait le monde pourrait nous faire douter durablement de la grâce, si la nostalgie ne perçait sans cesse dans le désarroi des formes désaccordées. Heureusement, il y a le recours au musée imaginaire cher à Malraux. Heureusement, nous affirme André Frossard, il y a Ravenne.

«L'art est à Florence, le rêve à Venise, la gloire à Rome. Dans ses flancs de terre cuite, l'eau pure de la contemplation est à Ravenne». En cette période de la nativité, il nous est précieux d'arrêter un instant le cours de nos pensées, de notre dialectique, de nos combats, simplement pour admirer dans le pur ravissement du cœur. Frossard nous y invite dans un merveilleux album où son commentaire coule lui-même de l'abondance de la vox cordis. Quand le ciel est descendu sur la terre et que la voûte étoilée des mosaïques nous en donne l'irréfusable témoignage, il n'y a plus qu'à contempler c'est-à-dire voir.

Heidegger a marqué l'évolution des mots de la théorie grecque à la contemplation latine qui implique un glissement de l'attention respectueuse de ce qui se voit vers une activité de l'esprit, une séparation, une découpe à l'intérieur du monde. Mais nous pouvons comprendre cette action de retrancher, comme celle de construire un temple, tracer les limites du sacré. L'art de Ravenne est art religieux, ce qui signifie que s'il est œuvre de l'artiste, il est également action liturgique, qui réclame les dispositions intérieures que l'Eglise d'Orient réclame toujours de la part de ceux qui peignent les icônes. Ce mouvement de séparation d'avec le profane, les fidèles qui viennent « admirer » les mosaïques se doivent de l'opérer en eux-mêmes.

Le commentaire d'André Frossard l'opère aussi dans la langue de l'écrivain si habile à manier ordinairement l'ironie qui convient aux choses du monde. Elle ne réapparaît ici en touches légères que pour mieux marquer la distance avec le profane, presque sidérale lorsqu'elle mesure l'indifférence présente à l'égard du ciel.

Correspondante du «Monde» à New-York durant cinq ans, l'auteur a vu de près les acteurs de la vie politique américaine; nous avons donc droit à une série de portraits qui ne sont pas gratuits, à commencer par celui de Reagan lui-même.

«...Jamais les électeurs français, allemands, anglais, italiens ou scandinaves n'auraient mordu à ces pirouettes de bateleur destinées à masquer une ignorance fondamentale des dossiers, jamais ils n'auraient fait confiance à un homme capable de répondre à un journaliste qui l'embarrassait : «Comment pouvez-vous demander une chose pareille à un brave type comme moi ?»

Si l'on en croit N. Bernheim, les hommes dont s'entoure le président ne valent guère mieux. Ainsi, James Watt, ancien secrétaire à l'intérieur, voulant prouver en 1983, qu'il se préoccupait du sort des minorités, et qui déclarait avec délicatesse que son état-major comprenait «une femme, un noir, un juif et un infirme»...

Sont également croqués, mais plus favorablement, Garry Hart, Geraldine Ferraro, Mario Cuomo (nouveau gouverneur de l'Etat de New-York), Jesse Jackson, et surtout Walter Mondale auquel Nicole Bernheim ne ménage guère les compliments : «finesse politique», «honnêteté rigoureuse»...

A travers un nouveau portrait, celui de Donald Reagan, secrétaire au Trésor, c'est toute la pratique économique entérinée par le Président qui est décrite :

les années reagan, ou l'envers du décor

«With Reagan, what you see is what you get» (avec Reagan vous en avez exactement pour votre argent). En citant cette phrase, d'entrée de jeu Nicole Bernheim annonce la couleur. Son livre, «Les Années Reagan», nous révèle la face cachée d'une autre planète.

«... cette conception de l'économie ancrée en Ronald Reagan par ses amis californiens, eux-mêmes influencés par les théories de Milton Friedman, selon laquelle la loi du marché est la meilleure réponse à la crise économique. Donald Reagan a soutenu avec enthousiasme des budgets basés sur une réduction des impôts des entreprises et une augmentation considérable des dépenses militaires, l'impasse non moins considérable devant être comblée par la réduction des dépenses sociales. Il n'a pas été l'un des moins ardent à défendre les économistes qui assurent qu'un Etat moderne soucieux d'aller de l'avant doit apprendre à vivre avec son déficit budgétaire...»

La réduction drastique des dépenses sociales a été acceptée dans un pays où, selon l'auteur, le macarthysme a laissé des traces : de social à socialisme, il n'y a qu'un mot qui prend des colorations de

rouge fort mal venue. Même au plus fort de la crise (11 millions de chômeurs en 1982) l'opposition démocrate demeure discrète et ne réclame pas le retour aux programmes sociaux mis en place par Kennedy.

Sans doute le tableau que nous dresse Nicole Bernheim de la société américaine est-il volontairement noirci pour aller à contre-courant des idées à la mode. Il reste néanmoins que tout va mieux, dans l'Amérique de Reagan, si l'on n'est ni noir, ni hispanophone, ni pauvre, ni malade...

Livre-témoignage, livre-choc, livre de journaliste, l'ouvrage de Nicole Bernheim présente les inconvénients de ses avantages : le style direct, presque parlé, ne prend pas le temps de s'offrir les raffinements d'une langue élégante. Mais derrière les formules à l'emporte-pièce qui font souvent mouche, on devine la hâte d'en finir avec un mythe.



New-York

De chaque ligne transpire une antipathie profonde pour l'acteur de série B mal vieilli et le «système» qu'il représente. Mais il était bon, à l'heure où le libéralisme à la Reagan tient lieu de pensée dans certains cercles parisiens - et même au-delà - que quelqu'un qui a vu de près l'envers du décor nous le décrive sans complaisance. D'autant que, au-delà du «vécu» quotidien et des anecdotes, Nicole Bernheim sait discerner l'essentiel : «L'Amérique de Reagan n'est pas une divine surprise, mais, à mon sens, un simple entracte dans la longue marche vers «l'euphorisation» d'un pays qui n'est plus celui des pionniers, et qui ne le sait pas encore».

Pierre CARINI

Nicole Bernheim - Les années Reagan - Ed. Flammarion : 80 F. franco.

une croix sur le liban



Après son «Radeau de Mahomet» qui fit grand bruit, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz vient de publier un essai sur le drame libanais qui ne laissera personne indifférent.

Le titre du livre doit être lu de deux manières, qui résument l'intention de l'auteur : la présence chrétienne au Liban est inséparable de l'indivisibilité libanaise ; l'enjeu libanais a été oublié, la réalité de l'affrontement a été travestie le long martyre de ce peuple a été regardé, en Occident, avec une légèreté coupable et l'on s'est résigné, ici, sans grand drame de

conscience, à l'effondrement du pays.

Pourtant le Liban était parvenu à réaliser ce que nul autre pays de la région n'était parvenu à faire : un Etat multiconfessionnel, une coexistence entre les nombreuses communautés, dans la richesse, sans doute mal répartie, et dans la liberté. Au Liban, la presse était libre, le droit de pratiquer sa reli-

gion était chose naturelle, comme celui de s'engager à droite ou à gauche.

Pourtant, le Liban n'est pas un pays quelconque, pour la France singulièrement. Péroncel-Hugoz rappelle que, de saint Louis au général de Gaulle, la France a toujours accompli sa mission de protection des chrétiens d'Orient. C'est cette tradition d'amitié que François Mitterrand prolongea en envoyant à Beyrouth les troupes françaises, avant de décider une retraite que Péroncel-Hugoz juge sévèrement.

Mais il n'y a pas que la France. Pour l'auteur, c'est l'Europe toute entière, ce sont les Etats-Unis, le Vatican et Israël qui se sont rendus coupables de non-assistance à communauté en danger. D'où un plaidoyer passionné pour les chrétiens maronites, et à travers eux pour le Liban tout entier. Après une analyse des causes de la guerre civile - dues selon l'auteur, aux Palestiniens qui se compor-

taient au Liban comme en pays conquis - J.-P. Péroncel-Hugoz retrace le long calvaire des chrétiens libanais, que nous avons regardé sans le comprendre parce que nous appliquions à la réalité libanaise nos catégories politiques occidentales.

Passion ne signifie pas aveuglement. Péroncel-Hugoz ne néglige pas la part d'ombre qui recouvre la cause qu'il défend. Ni l'assassinat du chrétien Tony Frangie, de sa femme et de sa fille sur ordre de Béchir Gémayel. Ni la liquidation par les phalangistes de nombreux partisans - chrétiens également - de Camille Chamoun. Ni les massacres de Sabra et Chatila... Comme Bernanos face à une autre guerre civile, Péroncel-Hugoz a simplement juré de nous émouvoir, de pitié ou de colère.

Yves LANDEVENNEC

J.P. Péroncel-Hugoz - Une Croix sur le Liban - Ed. Lieu Commun, prix franco : 85 F.

le duc d'aumale, prince au dix visages

La postérité n'a gardé du duc d'Aumale que l'image d'un fringant général de 20 ans s'emparant de la smala d'Abd el Kader, et celle du château de Chantilly enluminé de trésors... Et pourtant quel prince exceptionnel au «dix visages» ! (1)

Le duc d'Aumale naît en 1822. Quatrième fils de Louis-Philippe, il ne peut guère prétendre à un rôle politique et aurait pu se contenter d'assister au lent déroulé des jours, d'autant que son père obtient qu'Aumale soit le légataire universel de son riche cousin Condé. Mais de tous les fils du roi des Français, le duc d'Aumale est celui qui possède le plus de qualités (avec le duc d'Orléans, il est vrai).

C'est dans l'Armée qu'il fait ses premiers pas d'homme, se couvre de gloire et apporte au trône fragile quelques précieux succès. Il ne la reniera jamais, sous le second Empire dans les jours sombres de l'exil anglais, ou pendant la tragédie de 1870. De près ou de loin, il l'observe avec bienveillance. Il la connaît si bien, il y est si populaire qu'en 1871, et ce malgré une absence forcée de 23 ans, Thiers est contraint de lui confier de hautes responsabilités. Même, on le trouve président du tribunal qui juge le maréchal Bazaine. Gambetta pense lui confier le poste de commandant en chef en cas de conflit avec l'Allemagne de Bismarck.

Mais en 1884, tandis qu'une restauration monarchique semble possible à certains, il est radié des cadres de l'Armée. Revanche de cette politique que le duc d'Aumale cherche à éviter toute sa vie, car elle ne l'intéresse pas.

A la mort de Louis-Philippe en 1850, Aumale devient de fait le chef de file des Orléans. C'est lui qui dirige les négociations avec l'entourage du comte de Chambord («Le Grand Cousin» comme il l'appelle avec un rien d'ironie). La fusion, il en est partisan, mais à de telles conditions qu'elle est impossible à réaliser. Pourtant ce jeu politico-familial l'ennuie, et Raymond Cazelles a raison d'insister sur la sorte de soulagement qui s'empare du prince lorsque son neveu, le comte de Paris, arrivé à l'âge adulte, devient le chef de famille. Ce qui n'empêche pas l'oncle d'avoir des désaccords avec son neveu. Car le duc d'Aumale est un libéral, de cette façon dont beaucoup d'orléanistes le seront au XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire en ne s'intéressant guère à la forme du gouvernement. Ne déclare-t-il pas souvent qu'une république libérale lui conviendrait très bien ?



N'est-ce pas lui qui, en 1848, alors qu'il se trouve à la tête des armées d'Algérie, propose son épée au Gouvernement provisoire qui vient de renverser son père ? Sous le Second Empire, il est l'âme de l'Union libérale rassemblant des monarchistes et des républicains. D'ailleurs l'empereur des Français ne s'y trompe pas et tente d'éloigner son adversaire en lui faisant offrir les trônes du Mexique et de Grèce.

Pour défendre ses idées, le prince constitue un groupe de presse influent (avec des titres comme le «Temps», ancêtre de notre «Monde» actuel). Ces journaux sont avant tout libéraux.

Elu député en 1871 dans l'Oise, il refuse d'être chef de l'Etat à la place de Thiers, parce qu'il veut être nommé par l'Assemblée et que les légitimistes s'opposent à son élection.

Raymond Cazelles a sous-titré son livre «prince au dix visages». De fait, l'autre grand visage du duc d'Aumale, c'est celui de l'artiste épris de beauté et de l'érudit féru d'Histoire.

L'exil forcé de 1848 amène le prince à l'Art et à l'Histoire. Le duc fait venir de France les archives du château de Chantilly et se lance dans l'étude de la famille Condé, étude qui donne naissance à la célèbre «Histoire des princes de Condé» qui fait toujours autorité.

Aumale est aussi atteint par le «virus» du collectionneur. Il pourchasse dans toute l'Europe tableaux et livres rares. A son retour en France en 1871, il décide la reconstruction de Chantilly -ruiné par la Révolution- pour y loger

ses collections de tableaux et sa bibliothèque qui passe pour une des plus belles de l'époque.

S'il décide finalement que le château et les collections doivent revenir à la France, c'est parce qu'il ne veut pas qu'un partage à sa mort morcelle l'unité de ses trésors. Le drame s'est acharné sur sa vie privée : sa femme et ses deux fils morts très tôt... Lui qui n'a pour but que de servir la France, trouve tout naturel de léguer à l'Institut, d'autant qu'il est membre de l'Académie française depuis 1871, et que ce même Institut a su œuvrer efficacement auprès de la république pour favoriser sa rentrée d'exil en 1889.

Le duc d'Aumale achève sa vie dans les honneurs (il siège à l'Académie des sciences morales et politiques, préside la Croix-Rouge). Pour finir, l'éternité l'enlève à notre terre le 7 mai 1894.

Raymond Cazelles a réalisé là un travail magnifique qu'il faut lire. Cela tient de la tragédie pour ce prince qui a eu beaucoup de mal à concilier sa passion pour la France, l'appartenance à une famille hors du commun, le devoir et l'ambition. On peut regretter qu'un homme aussi exceptionnel, qui a montré de tels dons dans tout ce qu'il a entrepris, n'ait pas voulu donner le petit «coup de pouce» qui aurait permis au comte de Paris de monter sur le trône. Peut-être le duc d'Aumale était-il trop un homme de devoir. Un mot qui revient souvent dans ce livre.

Marc DESAUBLIAUX

(1) Raymond Cazelles -Le duc d'Aumale, prince au dix visages- Tallandier, 490 pages. Prix franco : 107 F.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à : «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Laurent
Bourdela

KERANANAON



poésies
32 F franco

64 pages (12x8 cm).

édition :

bilan 1984

Au cours de l'année 1984, nous avons édité cinq ouvrages. Vous les êtes-vous procurés ?

Tant de préparation, tant de travail de réflexion, d'écriture, de composition et de maquette, d'impression et de reliure pour un bilan qui paraît si maigre à l'énoncer ainsi : 5 titres pour une année.

Bien sûr il faut y ajouter les numéros de «Cité», du «Lys Rouge», de «Royaliste-Université», les tracts, les brochures gratuites pour l'adhésion, les circulaires internes, tout cela sort de notre atelier à un rythme qui nous paraît infernal. Et ce n'est rien comparé à nos projets pour 85 ! Pour continuer sur cette voie qui est celle de la construction d'une maison d'édition qui, aussi modeste soit-elle, est indispensable à notre rayonnement intellectuel, nous avons encore besoin de votre soutien. C'est pourquoi nous venons vous demander si vous avez bien pensé à acheter chacune de nos cinq productions de 1984. Cinq ouvrages d'inégale importance chacun, certains étaient vitaux (comme les brochures «Monarchie et démocratie» et «Connaissez-vous les royalistes aujourd'hui ?»). Le livre d'Olivier Lespès sur l'histoire de la NAR a une utilité vérifiée par les nombreuses demandes de lycéens et d'étudiants devant faire des exposés sur notre mouvement, une utilité qui s'intensifiera au fur et à mesure que nous nous éloignerons des temps «héroïques» de notre naissance et nous savons qu'il faudra vraisemblablement procéder dans les années à venir à de nombreuses rééditions. Un livre comme celui de Bertrand Fessard de Foucault a de nombreux mérites dont, peu évident à pre-

mière vue, celui de nous affirmer sur un créneau d'édition universitaire, avec une clientèle qui dépasse de loin les personnes intéressées par le royalisme. Enfin la plaquette de poésie de Laurent Bourdelas c'était uniquement pour notre plaisir et pourtant nous nous apercevons que le courage d'éditer de la poésie nous vaut une estime d'un public beaucoup plus large que l'on pouvait penser et qui nous découvre par ce biais.

Notre politique d'édition est encore hésitante, mais ces premiers essais sont encourageants à maints égards. Cependant pour continuer nous avons besoin de votre soutien sans faille. Cinq ouvrages, ce n'est pas tant pour votre bibliothèque, mais c'est beaucoup pour l'avenir de notre mouvement.

F.A.

Toute commande (accompagnée de son règlement) est à adresser à «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris, CCP Paris 18 104 06 N.

Olivier Lespès : «Une révolution dans le royalisme histoire de la NAR», (prix de l'académie des Jeunes Auteurs), 150 pages, prix franco : 76 F.

Collectif NAR : «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?», 30 pages, 12 F franco.

Bertrand Fessard de Foucault : «Maurras et le socialisme», (édition normale) 296 pages, prix franco : 129 F (édition originale numérotée 149 F).

Bertrand Renouvin : «Monarchie et Démocratie», 45 pages, prix franco : 14 F.

Laurent Bourdelas : «Keranaon, poésies», 64 pages petit format, prix franco : 32 F.

VENDEURS A LA CRIÉE PARISIENS

Pour commencer l'année d'un pied militant nous vous donnons tous rendez-vous à la vente à la criée du mardi 8 janvier à la Gare St-Lazare (à partir de 17 h 30 dans la galerie marchande, en haut des escaliers du métro). La vente suivante aura lieu le jeudi 10 janvier au Forum des Halles sortie Lescot (en haut des escaliers à 17 h 30). Venez nombreux pour contribuer à une meilleure diffusion de «Royaliste».

• ANGERS

26 décembre à 21 h. sur Radio-X, Nicolas Lucas, délégué régional de la NAR est interrogé sur le thème «L'itinéraire d'un royaliste en Anjou».

23 janvier à 21 h. Sur Radio-X, entretien avec Luc de Goustine : «de mai 68 au royalisme en passant par Soljénitsyne».

24 janvier à 20 h 30

Conférence débat avec Luc de Goustine sur le thème «Réussir 89». Cette conférence aura lieu au Centre des Congrès, place Pierre Mendès-France à Angers.

Pour tous renseignements sur la NAR en Anjou, écrivez à NAR, BP 253-49002 Angers Cedex.

• FRANCHE-COMTÉ

Le vendredi 18 janvier, Dîner-débat avec Bertrand Renouvin à Sampans, près de Dôle, à 20 h, au restaurant Chalet Mont-Roland.

• NANCY

Le samedi 12 janvier à 11 h, à l'occasion de la conférence qu'il donne sur le thème «La NAR et les restructurations industrielles», Emmanuel Mousset sera heureux de rencontrer abonnés et sympathisants au Café L'Américain, place Maginot, à Nancy.

• RENSEIGNEMENTS ET

PRISE DE CONTACT

Bretagne - NAR, B.P. 2536, 35025 Rennes Cedex, Corrèze, NAR, B.P. 55, 19300 Egletons,

Loire-Atlantique, NAR, B.P. 203, 44007 Nantes Cedex, Maine-et-Loire, NAR, B.P. 253, 49002 Angers Cedex, Normandie, NAR, B.P. 857 76010 Rouen Cedex.

Alpes-Maritimes, NAR, B.P. 659, 06012 Nice Cedex.

• Rendez-vous traditionnels :

Comme chaque année de nombreuses messes pour le repos de l'âme de Louis XVI, guillotiné le 21 janvier 1793, auront lieu dans toute la France.

Les Parisiens sont conviés à se rendre à la messe organisée par l'Oeillet blanc à Saint-Germain l'Auxerrois, probablement à 12 h 30 (confirmation sera donnée dans le prochain numéro de «Royaliste»). Cette messe sera suivie d'un repas avec de nombreuses personnalités du royalisme.

D'autre part nous vous invitons à venir partager la galette des rois avec nous, dans les locaux du journal, le 19 janvier 1985 de 17 h à 19 h (il est nécessaire de s'inscrire).

vœux

1984 s'achève : notre journal et notre mouvement vont bientôt entrer dans leur quinzième année d'existence. Quinze années exclusivement consacrées au service de notre pays et de la cause royaliste qui justifient notre action. Quinze années consacrées à mieux faire connaître aux Français ce qu'ont été les institutions monarchiques et ce qu'elles pourraient apporter dans l'avenir comme solution aux problèmes politiques et sociaux du pays. Quinze années enfin consacrées au service de la Maison de France. C'est donc tout naturellement à cette dernière que nous adressons en premier nos vœux et en particulier à son chef Mgr le comte de Paris, qui, non seulement incarne la tradition monarchique, mais encore est la vivante démonstration de la volonté de servir toujours présente chez les Princes de la Maison de France.

Nos vœux vont ensuite à nos militants lecteurs ou amis sans qui rien de ce que nous avons fait, et de ce que nous ferons, ne serait possible. Que 1985 apporte à tous la réalisation de leurs espoirs et en tout premier lieu le progrès de l'idée royaliste qui est notre vœu commun.

Yvan AUMONT

royaliste

Sommaire - p. 2 : le tombeau de l'empire (2) - p. 3 : regard sur l'Afghanistan - p. 4 : la voix de Gregori - p. 5 : Creusot-Loire, la fin - pp. 6-7 : le rôle de l'Etat dans la politique économique - p. 8 : l'évangile selon Ravenne - p. 9 : les années Reagan - Une croix sur le Liban - p. 10 : le duc d'Aumale - p. 12 : Editorial.

Dir. de la publication : Y. Aumont
imprimé en France
diffusion Paris-Provence : NMPP
commission paritaire : 51700

Téléphone : 297.42.57
(10 h à 12 h 30 et 14 h à 19 h)
pour tout changement d'adresse
joindre 6 francs en timbres

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Le Président de la République a-t-il une politique étrangère ? Si oui, cette politique est-elle conduite de façon cohérente et positive ?

La réponse à la première question ne laisse aucun doute. Il existe un projet diplomatique, situé dans le prolongement de celui défini par le général de Gaulle, qui s'inspirait lui-même du jeu traditionnel de la France. Pour les Capétiens, pour le Général comme pour François Mitterrand aujourd'hui, il s'agit d'affirmer l'indépendance de la France, de maintenir l'équilibre entre les puissances, de mener une politique d'alliance avec les nations petites et moyennes afin que se tisse, partout dans le monde, un réseau de résistance aux entreprises hégémoniques. Sur ces principes, l'accord est presque général, à l'exception de quelques nostalgiques de la soumission aux Etats-Unis et des inconditionnels, honteux et discrédités, de la politique soviétique.

Reste la question, plus délicate, de la cohérence et de la réussite du projet si manifestement affirmé. Depuis quelques semaines, les critiques se sont multipliées, nombre d'observateurs jugeant les initiatives présidentielles hasardeuses et sans portée. Ainsi la rencontre avec le colonel Khadafi en Crète et le voyage en Syrie. De ces critiques à l'annonce d'une dégradation du consensus sur la politique étrangère, réputée traditionnelle, le pas fut vite franchi... C'est oublier qu'au temps où le général de Gaulle affirmait la politique de la France, l'opposition de droite et de gauche ne cessa d'en contester les principes et l'application. C'est oublier les diatribes que suscitérent les décisions présidentielles dans l'affaire tchadienne, à la fin de l'été 1983. Comme de coutume, les chefs de l'opposition font aujourd'hui encore flèche de tout bois, oubliant qu'ils n'étaient pas si brillants lorsqu'ils étaient aux affaires.

PATIENCE ET VOLONTE

Faute de suivre l'opposition, doit-on louer sans réserves ? Non point, pour une raison simple qui devrait faire échapper la question diplomatique aux passions partisans. La politique étrangère est affaire de patience, autant que de volonté. Simple à affirmer, elle est lente à aboutir. Le jeu des autres nations l'oblige à des arrêts, à des détours ou à de brusques avancées qui ne sont pas toujours compris sur le moment. Ses progrès se mesurent à l'échelle de la décennie, et plus sûrement à celle du siècle. La rencontre internationale manquée, le repli prudent, le discours flou, qui nous émeuvent tant, doivent être inscrits dans cette durée alors que nous attendons des résultats toujours décisifs, et désirons

le canevas du président



par
bertrand
renouvin

porter un jugement immédiat. Dans notre système politique, le chef de l'Etat ne peut manquer de tenir compte de cette attente et de ce désir, sans jamais parvenir à y répondre pleinement. «Obligé, alors qu'il n'a pas fini de tisser sa toile, d'en découvrir les motifs, il révèle ainsi la fragilité et la complexité du canevas, ainsi que les défauts d'exécution» dit très justement André Laurens (1).

Faut-il, dès lors, renoncer à toute opinion ? Les explications du Président (1) et le léger recul dont nous disposons permettent malgré tout de mesurer la fidélité de François Mitterrand à la politique traditionnelle de la France, et d'apprécier sa détermination :

— L'indépendance de la France est clairement affirmée, de même que la volonté de maintenir un équilibre entre les impérialismes concurrents. L'intervention spectaculaire dans l'affaire des «Pershing» et le voyage à Moscou expriment ce souci, qui est essentiel pour la liberté de notre pays.

— La France n'a cessé d'être fidèle à sa vocation médiatrice, notamment au Proche-Orient. C'est la paix qui est recherchée, dans la reconnaissance du droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres et reconnues, et dans l'affirmation de celui des Palestiniens à vivre dans une patrie. Le discours du Président à la Knesseth, ses voyages en Jordanie et en Syrie, s'inscrivent dans cette œuvre à

long terme, pour laquelle notre pays est mieux placé que tout autre.

— Quant à la solidarité avec le Tiers-Monde, quant à nos devoirs en Afrique, ils ont été constamment exprimés et traduits en actes, qu'il s'agisse de l'aide au développement, de la dénonciation de l'injustice des échanges entre pays riches et pays pauvres, ou de l'assistance militaire. Sur ce dernier point, sans que l'on puisse parler de succès décisif, il est clair que la poussée lybienne a été arrêtée et que la France ne s'est pas résignée à la participation du Tchad puisque le Président a souligné qu'il «pensait toujours» à la bande d'Aouzou. Là encore, le résultat se situe dans le long terme, et dépend en partie de la solution qui sera donnée aux problèmes du pouvoir à N'Djamena...

DEFAUTS D'EXECUTION

Sur cette toile patiemment tissée, des défauts d'exécution apparaissent cependant. La France n'a pas pu ou su mener jusqu'au bout sa mission au Liban, et éviter que ce pays si proche ne tombe sous l'influence syrienne. Il est d'autre part regrettable que l'amitié franco-américaine s'accompagne de complaisances inutiles (le «cher Ron» du télégramme adressé à Reagan pour sa réélection) et d'un infléchissement par trop atlantique de notre politique de défense (3). Après son soutien vigoureux à l'installation des fusées «Pershing» en Europe, il serait bon que le Président de la République manifeste de façon non moins éclatante son opposition à l'impérialisme politique, économique et culturel des Etats-Unis, plutôt qu'un respect exagéré de leur puissance.

Echecs et faiblesses ne doivent pas faire perdre de vue l'essentiel : nous avons une politique étrangère menée par un homme qui a su comprendre (enfin !) nos institutions et s'appuyer sur elles. Grâce à l'unité de décision qu'elles permettent, grâce à l'indépendance qu'elles autorisent, un projet cohérent peut être affirmé par-delà les partis et les groupes de pression. Manque au Président ce qui manque à nos institutions : la possibilité d'inscrire une action dans le long terme, de réfléchir et d'agir à l'échelle d'une génération ou d'un siècle. Là est la faille principale tant il est vrai qu'un projet diplomatique ne peut s'accomplir dans l'incertitude et s'inscrire dans l'éphémère.

Bertrand RENOUVIN

(1) CF. Le Monde du 18 décembre.

(2) Déclarations radio-télévisées du 17 décembre.

(3) CF. «Royaliste» n° 413.